Quelques réflexions économiques

Crise commerciale depuis trois mois. Les uns attribuent la crise à un essai de stabilisation du franc et pensent que la prospérité économique antérieure était due à la chute lente et progressive de la monnaie française, ce qui facilitait les exportations. Les autres, et c'est le plus grand nombre, et c'est leur ritournelle qu'on entend partout dans la rue et dans les journaux disent: crise de confiance mauvaise politique gouvernementale.

À vrai dire, le gouvernement ne paraît pas avoir beaucoup d'action sur la crise économique. Au point de vue financier, comme tous les gouvernements précédents, il vit au jour le jour. Le franc continue à descendre, et la crise ne s'améliore guère. Bien mieux, on voit par les statistiques, que le commerce. extérieur a été florissant en décembre, en janvier, en février et que la balance commerciale se chiffre par un excédent notable des exportations.

Mais il n'y a pas que le marché extérieur. On peut même affirmer que le marché intérieur est beaucoup plus important. Si le commerce extérieur prospère, il faut en conclure que c'est le commerce intérieur qui souffre, et voici pourquoi:

C'est que le prix des marchandises augmente, sans que les salaires suivent la progression; il y a restriction des achats qui se répercute dans toutes les transactions commerciales. Les ouvriers sont les grands acheteurs, ils dépensent tout ce qu'ils gagnent. Ce ne sont pas quelques familles bourgeoises, s'enrichissant par l'accumulation des bénéfices, qui font, comme on dit, marcher le commerce. En général, la bourgeoisie est avide et avare. Il faut le voir en province pour en être convaincu.

Puisque le commerce extérieur fleurissait depuis des mois, il aurait fallu que les bénéfices s'étendissent à tous les producteurs, je veux dire aux ouvriers. Et, de proche en proche, l'activité économique y eût gagné. Au lieu de cela, stabilisation des salaires, ce qui n'a pas empêché le coût de la vie de s'élever; et tout le bénéfice s'est englouti dans quelques poches de la bourgeoisie.

On dira que si les salaires avaient été augmentés, le prix des denrées se serait élevé bien davantage et que les débouchés extérieurs se fussent fermés. Le commerce d'exportation ne doit sa prospérité que parce que le prix de revient est plus bas que dans les autres pays. Mais alors c'est avouer que ce bas prix n'est pas dû à une meilleure organisation du travail, à un meilleur outillage, etc., mais à ce que la main-d'œuvre est payée moins cher qu'ailleurs. Les étrangers achètent donc, et nos industriels et nos commerçants s'enrichissent, aux dépens de la main-d'œuvre indigène payée insuffisamment.

– 0 –

On parle beaucoup de l'Amérique, c'est-à-dire des États-Unis. Des économistes proclament que les salaires y sont trop élevés et augmentent démesurément, que le pays est gorgé d'or et que l'or amènera la décadence comme dans l'Espagne du XVIe siècle.

Mais, en Espagne, l'or était accaparé par quelques familles parasites; rien n'allait aux travailleurs. Cette psychologie d'avarice ressemble furieusement à celle de la bourgeoisie française. En Amérique, la bourgeoisie, enrichie par la spéculation ou par l'extension indéfinie des affaires, n'a pas acquis cette tare qui se développe de préférence chez les richards d'origine terrienne. Elle dépense sans lésiner; et ses dépenses contribuent à entretenir la production. On paye aux ouvriers qualifiés (je ne parle pas des manœuvres) des salaires de 60 dollars par semaine. Le marché intérieur est si important à cause de la dépense des habitants et de la mise en valeur des territoires encore en friche, que les États-Unis

peuvent augmenter leur production et qu'ils connaissent une prospérité inouïe qui ne paraît pas près de finir.

– 0 –

Nous suivons, en France, une politique de petits expédients; on cherche des palliatifs. Le gouvernement s'efforce de masquer l'inflation par le développement du chèque et par la création d'une monnaie indépendante dans les colonies.

Il y aura donc autant et plus de billets en circulation. Les billets coloniaux gêneront les transactions. Si la colonie n'est pas prospère, ils perdront au change, en France même. Si elle est prospère, notre franc n'aura rien à y gagner, au contraire. On nous vante le commerce actuel avec l'Indo-Chine, et la prospérité de cette colonie. Nous pouvons y acheter du poivre, du riz, du caoutchouc, bientôt du coton, sans avoir à payer une redevance au change étranger. Or l'Indo-Chine a sa monnaie, la piastre. Notre commerce d'importation doit acheter, en piastres, comme il est obligé ailleurs d'acheter en dollars ou en livre. Aucun avantage pour le franc. La piastre s'élève au fur et à mesure que le franc descend. Les consommateurs français ne tirent du commerce indo-chinois aucun profit. Mais quelques firmes françaises (et étrangères) s'enrichissent.

Reste à savoir ce que l'État français peut gagner en faisant de nouvelles émissions de piastres. Probablement peu de chose. Ce pays était fourni de monnaie, accumulée peu à peu par les commerçants chinois et par les banques chinoises. Malgré tout, des émissions ont eu lieu, et il serait intéressant d'en connaître le chiffre. Mais ces émissions sont faites par la Banque de l'Indo-Chine, qui tient ce privilège du Parlement français. Cette banque monopolisatrice s'empare de la plus grosse part du bénéfice; et il semble qu'elle ait même lassé la patience du gouvernement français.

M. P.